

I.Introduction

L'Afrique a développé ces dernières années une situation de menace et d'instabilité endémique qui échappe presque totalement au contrôle des acteurs étatiques. L'accentuation des facteurs d'instabilité (trafic de stupéfiants, criminalité transfrontalières et terrorisme), combinés avec les faiblesses structurelles des Etats ont participé à la dégradation du contexte sécuritaire du continent africain. Cette situation de chaos a atteint un niveau d'alerte suffisamment élevé de sorte que la crise de sécurité dans le Sahel et la permanence des attaques terroristes transfrontalières de Boko Haram¹ deviennent un « hub » d'insécurité révélateur de la nature tout à fait complexe et asymétrique de ces menaces en Afrique. Cet état

¹ Boko Haram a changé officiellement de nom en devenant Haram State depuis qu'il a fait allégeance à l'Etat Islamique en mars 2015.

de situation fait basculer l'Afrique dans la dynamique d'un continent « incubateur du terrorisme », non stabilisé qui cristallise un ensemble de facteurs, tant historiques que relevant du développement récent, tout à fait crisogènes. De ce point de vue, le défi de la lutte contre les menaces terroristes et transfrontalières apparaît comme l'une des réalités géopolitiques les plus structurantes de l'Afrique.

Dans ces conditions, pour faire face à ces menaces dans un contexte d'insécurité aggravée dans lequel les structures opérationnelles nationales et régionales de sécurité en Afrique ont montré leur limite, la France a initié dans le creuset d'un discours incisif sur la lutte contre le terrorisme et les menaces transfrontalières, une action qui a abouti à la mise sur pied d'un nouveau dispositif militaire stratégique pour la sécurisation de la bande sahélo-saharienne. Notre propos loin de faire une étude systématique du nouveau dispositif militaire français en Afrique, porte un éclairage sur les objectifs du nouveau virage géostratégique de la présence militaire de la France dans le Sahel africain et ses implications en matière de sécurité et de défense sur le continent.

II. Une nouvelle approche de sécurité au Sahel

Le développement du terrorisme dans la bande sahélo-saharienne par l'ampleur de sa puissance de déstabilisation, son influence sur certains groupes sociaux vulnérables, sa capacité à se structurer, à mettre en œuvre de puissants moyens logistiques et la sophistication de ses attaques, placent les Etats de la BSS (Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) dans une spirale d'instabilité permanente. La nouveauté ne réside plus dans les menaces, mais bien plus dans leur nature, leurs manifestations et leurs modes d'action². Mais, en raison des fragilités sociopolitiques des Etats sahéliens induites notamment par des revendications identitaires touaregs³ communes à tous ces Etats et le développement d'un activisme terroriste entretenu et alimenté par la permanence de la crise libyenne, ceux-ci n'arrivent plus à assurer leur propre sécurité face aux menaces toujours plus grandes, complexes et diffuses des organisations criminelles. De fait, on assiste plus souvent à la faillite des forces de sécurité africaines, manquant de moyens et à l'absence de stratégies efficaces face à la virulence des terroristes aguerris et bien mieux préparés à faire la guerre. En plus de leurs insuffisances

² A-B. Simporé, « Les menaces dans la bande sahélo-saharienne : la crise malienne », *Revue défense nationale*, N°763, octobre 2013, p.47.

³ Les Touaregs sont un peuple nomade du Sahara dont les origines remontent au peuplement d'Afrique du Nord et des Berbères, qui se sont installés dans le Sahara par vagues successives. Ils ont formé au fil des années des confédérations, des tribus, des clans et des sous-clans dans le Sahara et ses prolongements sahéliens, entre les « Arabes » au Nord et les populations du Soudan, les « Noirs » au Sud, les Maures à l'Ouest et les Toubous à l'Est. Depuis l'indépendance des Etats de la région dans les années 1960, ils n'ont de cesse de revendiquer une reconnaissance de leur identité. Celle-ci s'est faite au cours des années par des soulèvements, des guerres qui ont contribué à déstabiliser la bande sahélo-saharienne et en ont quasiment fait une zone grise.

opérationnelles, la coopération en matière de sécurité et de défense entre les États africains fait défaut dans l'élaboration de politiques communes de sécurité et de défense. Celle-ci est souvent la cause des écarts de perception entre les acteurs étatiques régionaux, des tensions et rivalités qui les opposent. De plus, l'attitude ambiguë de certains Etats et leurs divergences d'approche stratégique sur des questions de sécurité et de défense communes sont autant de visions désarticulées, souvent déterminées par la sourde défiance qui les caractérise. L'ensemble de ces données fixe d'emblée l'ampleur du défi à relever.

A la mesure de ces incertitudes géopolitiques qui caractérisent le contexte sécuritaire africain, la nécessité de mettre en place un cadre rénové aussi bien du point de vue conceptuel qu'organisationnel pour l'analyse des situations de conflit, la prise des décisions stratégiques et la gestion des crises s'impose d'évidence. Cette situation a conduit la France à procéder à une redéfinition stratégique de sa présence militaire en Afrique en l'inscrivant dans une dynamique plus large, qui prend en compte non seulement l'aspect militaire, mais aussi la dimension civile dans une nouvelle conception de « sécurité globale».

Cette initiative a abouti à la mise sur pied pour la première fois en Afrique dans la bande sahélo-sahélienne d'une opération de lutte antiterroriste d'un niveau de conception et de dimension exceptionnel du nom de *Barkhane*. Cette opération militaire de l'armée française a fusionné les anciennes opérations militaires (*Epervier* au Tchad de 1986 et *Serval* au Mali de 2013) pour constituer un nouveau dispositif militaire à dimension régionale.

Concept nouveau de lutte antiterroriste, l'opération *Barkhane* s'inscrit dans la nouvelle orientation stratégique de sécurité et de défense de la France dans le Sahel qui repose sur une approche partenariale de coopération militaire avec les Etats de la bande sahélo-saharienne (Burkina-Faso, Mauritanie, Mali, Niger et le Tchad). Fonctionnelle depuis le 1er août 2014, la force *Barkhane* du point de vue opérationnel poursuit un double objectif qui consiste d'abord à adapter l'organisation des forces à une menace désormais transfrontalière en essayant non seulement de contenir la menace terroriste dans le Sahel mais aussi empêcher la reconstitution de sanctuaire terroriste dans l'ensemble de la bande sahélo-saharienne⁴. Il s'agit ensuite selon les autorités françaises de répondre à l'impératif d'optimisation des moyens militaires français dans un contexte de politique de réduction des coûts budgétaires de la coopération militaire France-Afrique et surtout de déflation des effectifs militaires français en Afrique, politique mise en place depuis la renégociation des nouveaux accords de défense franco-africains ⁵.

⁴ Opération *Barkhane*, www.defense.gouv.fr/operations/sahel/dossier-de-presentations-de-l-operation-barkhane/operation-barkhane,

⁵ Arnaud Houénou, « Les nouveaux accords de défense franco-africains et la politique de sécurité de la France », *Thèse de Doctorat*, octobre 2014, pp : 301-326.

Cette opération transfrontalière conjointe entre la France et ses partenaires africains du « G5 Sahel » est constitutive d'un véritable droit de poursuite⁶ implicite, qui doit permettre à l'armée française de disposer de capacités réactives et flexibles pour assurer la sécurité et la défense des Etats africains partenaires. Cette nouvelle implantation militaire donne à l'armée française plus de facilités et plus de possibilités pour mener d'importantes opérations militaires.

III La ligne de force stratégique de Barkhane

L'aspect novateur dans ce nouveau dispositif militaire français au Sahel réside moins dans le déploiement d'une force régionale exceptionnelle de lutte contre le terrorisme que dans la constitution d'un commandement militaire unifié. De fait, la volonté de mutualisation des forces des acteurs engagés dans l'opération et l'exigence d'optimisation de leurs moyens (qui permettent la coordination du renseignement, l'échange d'informations, le pilotage central des moyens, la surveillance commune des frontières) ont favorisé la décision de placer l'opération *Barkhane* sous un commandement unique. De façon générale, cette même logique a prévalu dans l'option du choix du centre de commandement. En effet, en raison d'un certain nombre de critères stratégiques et géostratégiques tout à fait déterminants, la décision a été prise d'installer à N'Djamena au Tchad le Poste de Commandement Interarmées de Théâtre (PCIAT) du dispositif militaire français « régionalisé ». N'Djamena se trouve dans une aire géographique sub-saharienne très stratégique dans la configuration générale du champ d'action de l'opération *Barkhane*, une sorte de verrou qui est en mesure de marquer la césure face à une éventuelle tentation de collusion dangereuse pour le même agenda islamique entre Aqmi dans le Sahel et Boko Haram au Nigéria. En effet, située à l'extrémité est de la bande sahélo-saharienne, N'Djamena fait la jonction de deux communautés économiques régionale de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, ce qui en fait une base de départ très stratégique pour des missions d'intervention militaires de part et d'autre des deux régions. Dans cette perspective, l'opération *Barkhane* s'est dotée d'un important arsenal militaire composé de 200 véhicules blindés, 7 avions de transport tactique/ stratégique, 21 hélicoptères qui seront portés à 31 prochainement, 7 avions de chasse (3 Mirages 32000 D et 4 Rafales) et 4 drones (2 Reaper et 2 Harfang)⁷. Elle compte aussi un important contingent de 3000 militaires français qui sont répartis sur deux points d'appui permanents à Gao (Mali 1100

⁶ A. Houénou, « Le droit de poursuite en Afrique subsaharienne : état des lieux, défi et perspectives », *Revue défense nationale*, n° 779, avril 2015, p.53.

⁷ H-P. Grolleau, « Au cœur du dispositif *Barkhane* », *Air Fan*, n°437, avril 2015, p.21

hommes) sur la plate-forme ouest et à N'Djamena (Tchad 1300 hommes) situé sur le fuseau est.

Ces deux points d'appui permanents sont complétés par des détachements militaires sur des bases avancées temporaires (BAT) qui constituent de véritables bases logistiques de relais au format moyen mais dont les positions stratégiques sont essentielles à la conduite des opérations. C'est notamment le cas du point d'appui du Mali (Tessalit au nord-est), du pôle de renseignement majeur au Niger (300 militaires) et de la base avancée de Madama au Niger près des frontières libyennes qui sera opérationnelle dès juillet 2015 pour la surveillance des groupes djihadistes dans le sud libyen. Ce nouveau schéma d'organisation stratégique régionale des forces est renforcé dans une large mesure par les bases militaires permanentes de la France en Afrique connues sous l'appellation de forces prépositionnées. Il s'agit en l'occurrence de la base de Port Bouët en Côte d'Ivoire (450 militaires) véritable base logistique dans la sous-région depuis sa transformation en une base opérationnelle avancée (BOA), de la base de Dakar au Sénégal (350 militaires) et de celle de Libreville au Gabon (900 militaires) qui sont des pôles opérationnels de coopération (POC) à vocation régionale.

Si le discours sur le terrorisme et la sécurité en Afrique a servi d'argument majeur pour la mise sur pied d'un nouveau dispositif de sécurité et de défense, la complexification et l'incertitude des enjeux de sécurité et de défense dans la bande sahélo-saharienne ont pesé dans la concentration stratégique des forces militaires de la France dans la région. L'analyse qui sous-tend ce déploiement stratégique est celle selon laquelle un Sahel déstabilisé qui devient le repère du terrorisme international est un danger potentiel pour la France et l'Europe. En conséquence, une insécurité banalisée dans le Sahel serait absolument dangereuse pour toute la région et au-delà. Cette analyse de la situation sécuritaire au Sahel justifie l'intérêt stratégique de l'armée française dans ses efforts de sécurisation de cette région de l'Afrique. En ce sens, la sécurité de l'Afrique, de la France et de l'Europe doit donc être pensée globalement dans la perspective de la stabilisation du Sahel.

Au prisme de ces enjeux de sécurité et de défense d'un niveau exceptionnellement élevé, l'opération *Barkhane* s'articule autour d'un triptyque de leviers stratégiques qui sont des éléments structurants par lesquels les forces militaires françaises engagées dans la bande sahélo-saharienne garantissent l'efficacité de l'opération.

Le premier levier stratégique est celui de la maîtrise du « temps opérationnel ». En effet, la perspective d'un vide sécuritaire dans le Sahel après la crise malienne représentait notamment un risque de déstabilisation programmé de l'ensemble de la région. Dans ces conditions, la nécessité de garantir une sécurité permanente imposait en effet de disposer sur

place d'une force près des foyers de crise qui soit en mesure de relever le défi de la maîtrise du « temps opérationnel ». Ainsi, l'opération *Barkhane* met en place des capacités opérationnelles exceptionnelles permettant de se projeter très rapidement sur les théâtres de crise. Ces capacités opérationnelles supposent en amont un circuit très court de l'évaluation de la crise et d'un processus décisionnel en boucle courte. Elles s'apprécient sur le terrain par la capacité d'intervention ponctuelle qui doit être « dans les temps » (il faut être capable d'agir et surtout d'agir à temps). En plus, dans l'urgence des crises africaines qui impose un rythme de réaction rapide, la maîtrise du « temps opérationnel » permet de frapper vite et fort pour enrayer la menace.

Le deuxième levier stratégique est la maîtrise du « temps de l'anticipation ». En disposant d'un important arsenal militaire, l'opération *Barkhane* s'est donné les moyens d'action à la hauteur de son engagement pour la sécurité et la défense dans la bande sahélo-saharienne. La maîtrise du temps opérationnel repose sur la capacité d'anticipation des forces de sécurité. De fait, pour être en mesure de lutter efficacement contre les menaces transfrontalières asymétriques et émergentes, l'opération *Barkhane* s'appuie sur un dispositif favorisant la maîtrise du « temps de l'anticipation ». Il fonctionne par le mécanisme d'alerte des forces qui permet de mobiliser, d'équiper et d'engager rapidement l'échelon initial d'une force prête à l'emploi. C'est notamment la mission du dispositif Guépard renforcé par les forces prépositionnées permanentes. L'opération *Barkhane* coordonnant ces dispositifs sur place dans le Sahel, fait figure d'opération militaire d'anticipation des crises. Ce temps d'avance permet de surprendre et de détruire l'ennemi qui a l'avantage de la connaissance du terrain et donc d'une grande mobilité. L'anticipation et la réactivité permettent de maîtriser le temps opérationnel.

Le troisième levier stratégique est celui de la maîtrise du « temps de renseignement ». Ce qui détermine la maîtrise du « temps de l'anticipation » et du « temps opérationnel » c'est la maîtrise du « temps de renseignement » et c'est là le maître mot dans une opération militaire. Il permet de déterminer l'ennemi et de le situer dans ses repères. L'équipement militaire de dernière génération de l'opération *Barkhane* à l'image des drones Reaper et des Rafale avec caméras infrarouges sont tout à fait à la taille de l'opération *Barkhane*.

Les exigences opérationnelles et la combinaison de ces leviers stratégiques permettent à l'opération *Barkhane* de développer une capacité de réaction qui soit à la hauteur de l'éventail des défis à relever. De même, le niveau de savoir-faire des forces françaises, leur capacité à se projeter sur des théâtres de crise hostiles (désert, montagne) aux conditions difficiles (température extrême) et l'interopérabilité avec les forces locales sont dans la

perspective du succès de l'opération, des éléments à prendre en considération. Dans ce sens, il faut noter que depuis le début de l'année 2015, une douzaine d'opérations ponctuelles ont été menées dans le Sahel par les forces spéciales françaises en étroite collaboration avec les armées partenaires dont l'une des plus importantes a permis la libération le 6 avril de l'otage néerlandais Sjaak Rijke détenu depuis 2011 par Al Qaïda au Maghreb Islamique. Dans le sillage de ces opérations, le porte-parole de l'état-major français, le colonel Gilles Jaron explique que, « *nous ne sommes plus dans une logique de coups de marteau (comme dans l'opération serval) mais de coups de râteau pour nous assurer qu'il n'y a plus de mauvaises herbes* »⁸.

IV. Une opération Sahélienne ou régionale ?

Le maillage militaire stratégique dans la bande sahélo-saharienne a suscité chez une partie de la population africaine un sentiment d'abandon de l'engagement pour la sécurité et la défense de la France dans le reste de l'Afrique sub-saharienne. Dans les faits, il n'en est rien. En effet, malgré le recentrage stratégique d'un important volume de forces françaises dans le Sahel africain, la France continue d'assumer avec le même niveau d'exigence et de responsabilité, l'engagement de sa politique de coopération militaire avec le reste de l'Afrique à travers des modules de formation d'équipement et d'entraînement des armées nationales africaines dans le cadre d'un partenariat en vue des actions conjointes avec l'armée française. Dans ce sens, il faut rappeler que la nouvelle doctrine militaire de sécurité et de défense de la France en Afrique s'inscrit dans la dimension régionale à travers le soutien des brigades régionales pour la montée en puissance de la Force Africaine en Attente (FAA). Au demeurant, l'opération *Barkhane* n'est pas une opération exclusivement tournée vers la lutte contre le terrorisme dans le Sahel, elle s'inscrit aussi dans une grille de lecture stratégique de sécurité et de défense globale dans la région et au-delà. Elle est conçue comme un glacis de sécurité de la France dans la BSS pour permettre à l'armée française de pouvoir porter son action militaire au-delà des limites sahéliennes de l'opération *Barkhane*. Cela s'est d'ailleurs davantage illustré sur le terrain avec la création d'une Cellule de Coordination et de Liaison (CCL) des actions de lutte contre Boko Haram adossée au poste de commandement de l'opération *Barkhane*. Elle a ainsi récemment utilisé les moyens aériens de l'opération *Barkhane* pour des missions de reconnaissance, de repérage et de renseignement pour le compte des armées alliées engagées dans la lutte contre Boko Haram dans les localités occupées par les

⁸ Agence France Presse, 17 avril 2015.

terroristes aux frontières tchadiennes, nigériennes et camerounaises avec le Nigéria. Il faut noter que l'intérêt de la classification de l'opération *Barkhane* par les autorités françaises dans la nomenclature des opérations extérieures permet de déterminer le caractère temporaire de la concentration des forces françaises dans le Sahel africain pour une mission en principe de courte durée. Dans ce sens, on peut s'en convaincre par la déclaration du général de l'armée française Jacques Norlain qui n'a pas manqué de souligner que « *le Sahel n'est qu'une péripétie* »⁹ par rapport à l'urgence sécuritaire que représente toute l'Afrique sub-saharienne.

S'il convient de reconnaître à juste titre que la lutte contre le terrorisme et les criminalités transfrontalières participe des éléments de justification de l'opération *Barkhane*, on ne peut occulter que l'engagement militaire de la France dans le Sahel pour un défi aussi politique que sécuritaire est tout autant un enjeu stratégique pour Paris dans son repositionnement géostratégique sur le continent. De fait, le redéploiement militaire français dans le Sahel dans le cadre de l'opération *Barkhane* sert aussi à la France et c'est là un élément d'importance pour continuer à justifier avec une certaine légitimité la présence de son armée sur le continent africain dans un contexte de reconfiguration de son format militaire en Afrique induit notamment par les nouveaux accords de défense. Dans la même veine, en forçant le trait on se rend à l'évidence de l'intérêt pour la France de continuer à jouer les premiers rôles en matière de sécurité sur le continent africain dans la mesure où il existe un continuum entre toutes les formes d'influence qu'elles soient diplomatiques ou militaires. Ainsi, l'opération *Barkhane* non seulement s'investit dans le maintien de la sécurité et la défense dans le Sahel, mais sert aussi à maintenir l'influence militaire française sur un continent de plus en plus convoité où la compétition entre les puissances majeures internationales se fait de plus en plus croissante.

Sans mettre en cause l'étendue et l'épaisseur géopolitique d'un tel engagement militaire de la France (à l'application et l'implication irréprochables) pour la sécurité et la défense en Afrique, il peut être relevé au-delà de tous clichés clivants vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale, un double jeu politico-militaire à l'égard de certains dirigeants africains à travers l'opération *Barkhane*. En effet, pendant que la France dénonce les dictatures africaines, elle se met en mauvaise posture par son soutien à peine voilé au Président tchadien Idriss Deby qui bénéficie d'un regain de fréquentation depuis la crise malienne¹⁰ et surtout avec l'implantation du commandement unique de l'opération *Barkhane* à N'Djamena. Cette

⁹ Assemblée nationale, audition du 16 avril 2014, compte rendu n°45, du rapport d'information 2114, juillet 2014.

double posture politico-militaire qui a toujours constitué un point de crispation majeure entre la France et ses anciennes colonies africaines entraîne parfois et bien souvent une certaine contestation par principe de toute manœuvre militaire¹¹ de la France sur le continent africain pour une partie de la population africaine.

¹⁰ Le Tchad a participé à l'effort de guerre en envoyant un contingent de 2000 soldats qualifiés de redoutables combattants du désert alors que le Tchad ne fait pas partie de la CEDEAO, Communauté régionale ouest africaine

¹¹ N. Marone, « Intervention militaire de la France en Côte d'Ivoire », *Jeune Afrique*, 29 Avril 2011